

IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please refer to instructions on reverse side
 Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this date and sign at the bottom of the form.
 A Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission : déler et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form
 B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessus, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below



Société Anonyme au capital de 27 774 794 €
 Siège social : 32, rue Monceau 75008 PARIS
 568 801 377 R.C.S. PARIS

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
 CONVOQUEE POUR
 LE JEUDI 3 MAI 2012
 A 16 HEURES
 COMBINED GENERAL MEETING
 Thursday 3 MAY 2012
 4:00 PM**

CADRE RESERVE A LA SOCIETE / For Company use only

Identifiant / account VS / single vote

Nommatif Registered VD / double vote

Nombre d'actions of shares

Porteur / Bearer

Nombre de voix - Number of voting rights

JE DONNE POUVOIR A : cf. au verso (4)
 I HEREBY APPOINT: see reverse (4)

M, Mme, Melle, Raison sociale / Mr, Mrs, Miss, Corporate Name

Adresse / Address

JE DONNE POUVOIR AU PRESIDENT
 DE L'ASSEMBLEE GENERALE
 cf. au verso (3) -
 I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN
 OF THE GENERAL MEETING
 See reverse (3)

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement). Cf au verso (1)
 Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary). See reverse (1)

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
 Cf. au verso (2) - see reverse (2)

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directeur ou la Gérance, je vote en noircissant comme ceci la case correspondant à mon choix.
 On the draft resolutions not approved by the Board of directors / cast my vote by shading the box of my choice - like this

	Oui Ycs	Non / No Abs/Abs
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en Assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting

- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale de voter en mon nom / I appoint the Chairman of the General Meeting to vote on my behalf

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre) / I abstain from voting (is equivalent to vote NO)

- Je donne procuration (cf au verso 4) à M. Mme ou Mlle, Raison sociale pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
 In order to be considered this completed form must be returned at the latest:

Date & signature

AGM
 - à la BANQUE / to the Bank : 27/04/2012
 - à la SOCIETE / to the Company : 27/04/2012

CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p>(1) GÉNÉRALITÉS</p> <p>Le formulaire est prévu par l'article R. 225-76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, la signature est prise d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les vérifier et, éventuellement, les rectifier. Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner son nom, prénom et sa qualité. Si le signataire n'est pas l'administrateur (exemple : Administrateur légal, l'administrateur, etc.), il doit mentionner son nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.</p> <p>La formule adressée pour une assemblée voté pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (Article R. 225-77 d'ins) a du Code de Commerce, le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Ne pas oublier de joindre « la voie par correspondance » et « la donne pouvoir » (Article R. 225-81 du Code de Commerce) la version française de ce document (voir fo).</p>	<p>(2) VOIE PAR CORRESPONDANCE</p> <p>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>« Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contractuelles des statuts sont respectées non écrites. Pour le calcul du quorum, il est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus pour la société avant la réunion de l'assemblée, dans des conditions de délais fixés par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnent aucun sens de vote ou expriment une abstention sont considérés comme des votes négatifs. »</p> <p>• Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noter la case "la voie par correspondance" ou (voir).</p> <p>Dans ce cas, il vous est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets de résolutions proposées ou agréés par l'Organe de Direction : - soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne notifiant aucune case. - soit de voter "non" ou de voter "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en notifiant individuellement les cases correspondantes. • Pour les projets de résolutions non agréés par l'Organe de Direction, de voter "résolution par résolution" en notifiant la case correspondant à votre choix. <p>En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opérer entre 3 solutions : pour ou contre le Président de l'Assemblée Générale, l'abstention ou pour voter une personne dénommée, en notifiant la case correspondant à votre choix.</p>	<p>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>« Pour toute proposition d'un actionnaire sans indication de mandat, le président de l'assemblée générale a le droit de voter favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandat. »</p>	<p>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>« 1° - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le porteur ou vice lequel il a conclu un acte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix. »</p> <p>2° - Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, l'investisseur sur une liste établie par l'Autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.</p> <p>3° - Le mandat ainsi que, le cas échéant, son révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>4° - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque les statuts ont été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71. L'assemblée générale ordinaire doit nommer ou conseil d'administration ou conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise désignant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71. Les clauses contractuelles aux dispositions des articles précités sont réputées non écrites. »</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce</p> <p>« Lorsque, dans le cas prévu aux trois premiers alinéas du 1° de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le porteur ou vice lequel il a conclu un acte civil de</p>
<p>(1) GENERAL INFORMATION</p> <p>This is the form pursuant to Article R. 225-76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: if this information is already supplied, please verify and correct if necessary. If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R. 225-77 d'ins) a du Code de Commerce. The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Please do not use both "1" vote by post" and "1" hereby appoint" (Article R. 225-81 du Code de Commerce). The French version of this document governs; the English translation is for convenience only.</p>	<p>(2) POSTAL VOTING FORM</p> <p>Article L. 225-107 du Code de Commerce :</p> <p>« A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Conseil d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid. Only the forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil d'Etat decree, are valid to calculate the quorum. The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no". »</p> <p>• If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document: "1" vote by post". In such event, please comply with the following instructions :</p> <p>• For the resolutions proposed or agreed by the board, you can :</p> <ul style="list-style-type: none"> - either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank, - or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice. <p>• For the resolutions not agreed by the board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.</p> <p>In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity)) by shading the appropriate box.</p>	<p>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>« In the case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolution submitted or approved by the Board of Directors or the Management board, so the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal. »</p>	<p>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>« 1° - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with. He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice. »</p> <p>2° - When the shares are admitted to trading on a regulated market:</p> <p>2° - When the shares are admitted to trading on a regulated market, the provisions of the general and regulatory provisions that protect investors: general insider information, price manipulation, and dissemination of false information or provides the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AMF subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.</p> <p>3° - The proxy as well as its revocation, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.</p> <p>4° - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in Article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article. Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company, investment funds that hold company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding subparagraphs shall be deemed non-existent. »</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce</p> <p>« When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L. 225-106, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a</p>
<p>FORM TERMS AND CONDITIONS</p>			
<p>solidaire, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier pourrue une infirmité outre que le sien.</p> <p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Contrôle, ou sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir.</p> <p>2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui le contrôle ou sens de l'article L. 233-3.</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui le contrôle ou sens de l'article L. 233-3.</p> <p>4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, ou sens de l'article L. 233-3.</p> <p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'un des situations énumérées aux 1° à 4°.</p> <p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc. Le contrôle du mandat est notifié sans délai par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat. »</p> <p>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce</p> <p>« Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106, rend publique son politique de vote. Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue, sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat. »</p> <p>Article L. 225-106-3 du Code de Commerce</p> <p>« Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, prévoir le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-compliance de l'obligation d'information prévue aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106-1 ou de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire. Le tribunal peut prononcer la même sanction à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2. »</p>			